

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

DU 5 JUILLET AU 19 SEPTEMBRE 1993 - 23^e année - Numéro 604 - 17 F

numéro
spécial-été

La France à la croisée des chemins

M2242 - 604 - 17,00 F



Pourquoi la gauche a-t-elle perdu ?

Comme de bien entendu, les socialistes ont été, et demeurent, les artisans de leur propre malheur.



♦ Que reste-t-il aujourd'hui de la gauche du temps du programme commun ?

déborde la gauche : les tentatives qui ont été faites tardivement (après 1988) se sont réduites à des jeux d'états-majors agrémentés de quelques débauchages parlementaires. Du coup, les électeurs de François Mitterrand qui n'étaient pas socialistes, ou qui n'appartenaient pas à la gauche, ont été tenus à l'écart ou froidement refoulés. Il n'est pas étonnant que leurs suffrages aient manqué en mars dernier...

Les socialistes ont perdu parce qu'ils n'ont jamais abandonné leurs réflexes hégémoniques, et parce qu'ils n'ont pas voulu voir que la victoire de leur parti, en 1981 et en 1988, était d'abord et avant tout celle de François Mitterrand. Et ils ont compris trop tard que leur longue présence aux affaires était due aux institutions de la V^e Répu-

blique - qu'ils n'ont jamais complètement acceptées. D'où des attitudes complexes et souvent contradictoires, qui ont fini par lasser :

- D'un côté, l'arrogance des militants à l'ancienne mode qui croient détenir toute la vérité ; de l'autre l'humilité de gestionnaires qui sacrifient l'essentiel de leur projet (la justice sociale) sur l'autel du prétendu « réalisme ».

- D'un côté la campagne pour la réduction de la durée du mandat présidentiel (donc contre l'autorité et la continuité de l'État), de l'autre les manifestations de mitterrandolâtrie qui venaient de « républicains » dénonçant naguère ce qu'ils appelaient la « dérive monarchique » des institutions.

- D'un côté la nostalgie de la « culture d'opposition », de l'autre la jouissance béate des privilèges grands ou petits attachés à l'exercice du pouvoir.

- D'un côté le discours de rassemblement autour du Parti socialiste, de l'autre la volonté d'écarter tous ceux qui n'avaient pas la rose au

poing et, surtout, le spectacle de la division instituée et de la guerre des chefs...

Comment oublier, enfin, qu'il y eut, chez ceux qui se posaient en moralistes, trop d'affaires d'argent et, à la veille de la défaite, trop de mouvements de fuite devant les responsabilités.

Contestables ou détestables, ces attitudes ont été aggravées par des stratégies conscientes : celle de Michel Rocard qui fut, à Matignon, un candidat à la présidence de la République et non le Premier ministre audacieusement novateur que l'on attendait ; celles des chefs du parti socialiste qui s'employèrent à faire échouer Edith Cresson ; celle des manoeuvriers de bas étage qui crurent qu'une défaite de la gauche en 1993 permettrait, par rebond, la victoire de Michel Rocard en 1995. Il y eut, dans ce parti, tant de calculs, tant d'erreurs, tant de haines, que les militants cessèrent de croire aux chances du « Parti d'Epinay ». Les électeurs, quant à eux, ne pouvaient voter pour ceux qui annonçaient leur défaite, et s'y préparaient sans songer aux promesses non tenues, aux espérances déçues, aux enthousiasmes sacrifiés.

Dernier point, non le moindre : après 1981 et pendant dix années, le Parti socialiste cessa de penser, et se coupa des milieux de la réflexion. Quand il s'aperçut des dégâts que provoquait son aveuglement gestionnaire, c'était trop tard : ni les militants, ni l'opinion ne prirent sérieusement en compte le projet socialiste pour l'an 2000 qui fut débattu l'espace d'un congrès et qui fut immédiatement oublié.

Gestion frileuse de la crise, complaisance fascinée pour l'argent, divisions internes, mépris des partenaires, sclérose intellectuelle : la gauche s'est détruite elle-même avant de subir une écrasante défaite. Elle mettra du temps à s'en relever.

Sylvie FERNOY

La France face à ses étrangers

Trois magistrales roulades tambourinées par Charles Pasqua sur la grosse caisse parlementaire et médiatique auront campé d'emblée les grandes priorités du gouvernement : code de la nationalité, immigration, contrôles d'identité.

A qui s'étonne que, mandaté pour combattre le chômage et la morosité, il commence par là son entreprise, Edouard Balladur rétorque qu'il lui fallait « répondre aux inquiétudes des Français » et tenir les engagements de sa majorité par des mesures rapides et spectaculaires.

Or tout laisse craindre que la démonstration soit vouée à l'insuccès et pire, au déshonneur.

Adopter sur ces sujets graves les mêmes critères que le Front National, c'est achever d'imposer au pays la « logique du bouc émissaire ». On est prié de ne plus douter que les immigrés extra-européens, leurs enfants, et les réfugiés demandeurs d'asile, sont plus ou moins directement cause du chômage, de l'insécurité, de la drogue, des déficits sociaux, etc.

Croit-on par là faire pièce à l'extrême droite ? Il est clair que celle-ci, imbattable en délire obsessionnel, saura surenchérir, même sur l'utopie de « l'immigration zéro » pour vanter, pourquoi pas ? le mirage musclé d'une « immigration négative »... Balladur-Prudhomme, glissant vers un avatar distingué du « nettoyage ethnique », répétera-t-il jusqu'au bout : « Je veillerai à ce que tout se passe humainement » ?

A cette inconséquence essentielle, ajoutons l'irréalisme. Comment imaginer que l'on retaille dans des lois et coutumes aussi constantes, évidentes, stabilisantes, que notre « droit du sol » dans un esprit de suspicion et avec des moyens purement coercitifs ? Pour imposer de la sorte, il faut disposer de structures d'autorité, ou de terreur, dont la

France, heureusement, a perdu la pratique.

Qui jugera de la sincérité des citoyens mineurs en attente de naturalisation ou des facultés linguistiques soudain exigibles des réfugiés ? Qui étalonnera l'amour des candidats au mariage ? Les maires s'avouent déjà incapables d'évaluer - ce qui est pourtant utile - les conditions de logement des demandeurs en regroupement familial. Quel fonctionnaire prendra sur lui d'exclure des soins médicaux un clandestin malade ? Sera-t-on bientôt, en le secourant, complice d'une illégalité ?

La conjoncture impose une maîtrise des flux de clandestins et une meilleure intégration des résidents, soit. Mais cela passe par de sévères contrôles de la main-d'oeuvre non déclarée, des normes de logements, et par tout un travail d'accueil, d'éducation, d'assistance. En aucun cas par la mise en situation précaire d'adolescents, la division de familles vulnérables et l'accroissement du syndrome de ségrégation déjà dû aux inégalités sociales et culturelles.

Des aspects de la réforme autrement acceptables risquent d'avoir perdu tout impact, noyés dans le discrédit de ce qui apparaît comme un règlement de compte postélectoral, et n'a peut-être même pas vocation d'entrer en vigueur.

En effet, l'épisode de l'extension « nouvelle » de la loi permettant les contrôles d'identité est bourvillesque. Cette latitude, déjà largement accordée par la loi de 1906, a été revue et corrigée sur proposition de Pasqua lui-même en 1986. Est-elle soudain devenue laxiste, insuffisante ? Seule compte ici la gesticu-

lation. Cette « tacatactactique » flattera sans doute l'*ego* de quelques gendarmes, mais vexatoire et arbitraire à l'égard de nos futurs concitoyens, de nos hôtes et de nous mêmes, elle n'est que la coûteuse psychothérapie de nos angoisses.

Certes, nous ne ramons pas seuls sur cette galère sécuritaire. L'Europe de Schengen et de Maastricht, soupçonnée de laxisme, s'est engagée dans un contrôle croissant des flux migratoires. L'on ne saurait en tenir grief à l'Allemagne qui, en deux ans, a accueilli quinze fois plus de demandeurs d'asile que nous... Mais il est symbolique de la triste situation planétaire que la libre circulation promise aux nantis exige en contrepartie le bouclage de leurs frontières sur le monde.

C'est donc le moment de se souvenir que la stratégie de la France en matière de nationalité, élaborée par des siècles d'expérience et renouvelée sous tous les régimes, ne souffre guère d'ambiguïtés ; les débats de la commission Marceau Long l'ont encore enrichie de conclusions utiles. La crise politico-morale qui nous paralyse ne nous cachera pas longtemps l'évidence. Chez nous, l'espace rural disponible, notre faible démographie contrastant avec la puissance de notre rayonnement et l'universalité de nos ressources culturelles, tout plaide contre le chauvinisme de caserne de M. Pasqua et en faveur d'une approche positive, exigeante et dynamique du visiteur étranger.

Quant à choisir une priorité, je préférerais aujourd'hui que l'on invente une sanction adaptée au « délit de désertion économique et sociale » des entreprises qui, deux fois négrières, délocalisent leur production en pays tiers. Trois à cinq millions d'Européens seraient ainsi privés d'emploi. La faute à qui ? Aux immigrés ?

François CROUZET

Les grands bouleversements qui marquent depuis quatre ans l'Europe de l'Est ne pouvaient s'arrêter sur la ligne de l'ancien rideau de fer. C'est notre continent tout entier qui accomplit une révolution économique, sociale, mais aussi politique puisque nous vivons, en France même, une phase de régression marquée par la légalisation des fantasmes ethniques.

Pour n'avoir pas su comprendre et orienter la révolution qui se fait, la gauche a subi en mars dernier une défaite cinglante. Mais la droite, presque toute entière livrée à ses passions réactionnaires, fait dès à présent figure de colosse aux pieds d'argile - tant elle est impuissante face à la montée du chômage.

Dans cette angoissante conjoncture, que font les royalistes ? Comme tous les autres citoyens, ils s'efforcent de comprendre le cours des choses, de désigner les dangers et de repérer les impasses - par exemple cette idéologie de la nature abusive-ment confondue avec l'écologie. Leur engagement dans les luttes démocratiques - notamment contre le racisme et l'antisémitisme - résulte à la fois de cette réflexion civique et de leur propre tradition.

Quant à cette tradition royaliste, nos lecteurs verront que nous ne la présentons pas de manière dogmatique mais que nous la soumettons au contraire au fil de la critique et à l'épreuve d'une confrontation en tous points constructive.

Bertrand RENOUVIN

Vous découvrirez ce journal pour la première fois ?

Alors, profitez de notre OFFRE SPÉCIALE

voir page 16

Et si Balladur était mou ?

Dans presque tous les domaines l'action du gouvernement contredit son programme électoral... quand ce ne sont pas ses déclarations de la veille ! Quant à la majorité, elle ne manque pas d'étaler bruyamment ses divisions.

Quelques déclarations relevées au hasard pour garnir votre florilège. Yves Galland (UDF), à propos de la politique française dans l'ex-Yougoslavie : « triste de constater que le gouvernement... est l'un des acteurs de cette funeste capitulation et participe à l'enchaînement de nos lâchetés ». Bigre ! Le plan de restructuration militaire mené par François Léotard est qualifié « d'hécatombe pour nos armées » par Jacques Baumel (député RPR) et « d'affaiblissement considérable » par Pierre Lelouche (conseiller diplomatique de Jacques Chirac). La « base » n'est pas moins virulente : « Comment reprocher à un élu local de hurler quand il apprend que la garnison qui fait vivre sa ville va disparaître ? Surtout quand... il a fait campagne... en brandissant comme un drapeau sa condamnation du plan des ministres socialistes... et qu'il découvre avec stupeur que « son » gouvernement continue à le mettre en application ? » (1).

Une des particularités de cette seconde cohabitation est que la politique intérieure se jouera en partie sur la politique étrangère en raison des répercussions de celle-ci sur l'économie, notamment en ce qui concerne le GATT. Or, l'importance accordée aux problèmes agricoles au sein des négociations dudit GATT, constituait, avec le réaménagement de la Politique Agricole Commune une des promesses de la majorité actuelle. Qu'en reste-t-il ? Si la bataille ne fait que commencer, on constate que le gouvernement a cru bon d'opérer une concession sur les oléagineux avant même le début de la négociation. Si l'on peut discuter de son bien fondé « technique », point n'est besoin d'être fin

Certes, nous savions que, selon le mot que l'on prête à Pasqua « les promesses n'engagent que ceux auxquels elles sont faites ». Mais tout de même, se contredire à ce point et faire, en si peu de temps, aussi bien... que la gauche, cela relève de l'exploit !

politique pour constater que cette concession préalable ne nous place pas en situation de force. Par ailleurs, on constate là encore que le ministre J. Puech conduit une politique très ressemblante à celle de ses prédécesseurs (2) où « le vide d'inspiration de l'ensemble impressionne ». On conserve les mêmes interlocuteurs : FNSEA, CNJA... et l'on exclue les organisations, moins importantes mais plus imaginatives, comme la Confédération Paysanne...

Volte-face

En matière de politique économique et d'emploi, les volte-face se sont succédés en l'espace de quelques semaines (3). La plate-forme RPR-UDF reprenait une vieille antienne : la fiscalité étouffe l'esprit d'entreprise et nuit à la consommation. Pour remédier à nos maux, il suffisait donc de procéder à des allègements fiscaux et à la diminution des charges grevant les entreprises ; en fait d'allègement l'on se retrouve avec une extension, complexe dans sa conception comme dans sa mise en oeuvre, de la CSG (Contribution Sociale Généralisée). Nos concitoyens qui ont quelque mémoire se souviennent que la droite, alors dans l'opposition, avait voté contre l'instauration de cette contribution.

Pour Edouard Balladur, prenant



soudain connaissance d'une situation plus difficile qu'il ne l'avait estimée, des mesures de relance s'imposent, non seulement dans le BTP ce qui est classique, mais dans l'ensemble des entreprises : d'où la diminution des charges sociales par les bas salaires, la suppression de la règle du décalage d'un mois en matière de récupération de TVA...

Las, il faut bien financer ces mesures. Dès lors, l'abandon de la règle sacro-sainte de la limitation drastique du déficit des finances publiques s'imposait... ainsi que le lancement d'un emprunt de 40 milliards en attendant mieux, c'est-à-dire les privatisations. Soulignons que la pratique qui consiste à affecter l'argent des privatisations à des dépenses courantes fut à plusieurs reprises dénoncée par la droite avant la nomination de Balladur au poste de premier ministre ! Notons au passage que les dites privatisations risquent de déboucher sur de nouveaux licenciements : des gains de productivité seront recherchés afin de rentabiliser l'investissement. Quant à l'emprunt, « il démontre que le meilleur remède pour relancer l'activité économique, contrairement à ce que prônait la droite du temps où elle était libérale, est d'avoir recours au déficit budgétaire. Encore faut-il que ce déficit ne soit pas financé par l'emprunt, mais par une véritable création de monnaie libre de tout endettement » (3).

Le beurre et l'argent du beurre

Un des problèmes de fond est que ce gouvernement en est réduit à demander au patronat - qui veut le beurre, l'argent du beurre... et la crème en prime - de bien vouloir « renvoyer l'ascenseur ». Le Monde du 9 juin relevait que « cet échange de vues inédit (avec le CNPF) a permis à M. Balladur de remémorer aux employeurs qu'eux aussi sont comptables de l'évolution du nombre de chômeurs. Et que, au vu des allègements de charges qui leur ont été consentis, il n'est pas acceptable de considérer simplement que l'emploi viendra par surcroît ». Il est naïf de croire que le CNPF l'entende de cette oreille. M. Sarkozy, ministre du Budget, a été contraint de lui demander « d'arrêter les licenciements de précaution » - ah, qu'en termes galants ces choses là sont dites - et « d'anticiper la reprise » (sic). En outre M. Giraud, ministre du Travail a dû renoncer « dans l'immédiat » à son projet de compensation pour les salariés acceptant une baisse de salaire plutôt qu'un licenciement. « En effet, en l'absence de négociations au sein de l'entreprise, cette mesure présentait... des risques de dérive ». Cela se passe de commentaires.

Un ancien ministre socialiste à qui l'on demandait pourquoi « ils vont se planter » répondait : « C'est bien simple : parce qu'ils font la même politique que nous » (4). Il forçait à peine le trait. Pour le premier ministre, « l'état de grâce » est bien fini. Et pour Edouard Balladur, le danger vient des plus proches ou de ceux qui paraissent tels.

Loïc LA MOGETTE

(1) Le Monde du 3 juin 1993.

(2) Voir dans *Royaliste* n° 602, l'article de François Couzet sur l'agriculture.

(3) Voir dans *Royaliste* n° 603, Le « bateau ivre » de Patrice Le Roué.

(4) J. F. Kahn, *L'Événement du Jeudi* n° 448.

Banlieue, chômage et responsabilité

L'heure de vérité des élites de ce pays approche au fur et à mesure que la crise de l'emploi se révèle dissociée du sort de la croissance. Malheur à celles qui n'auront rien à dire le jour où on leur demandera une parole d'espoir.

vouloir aider l'Est et le Sud et, de l'autre, leur refuser les moyens du décollage économique. Dans ces conditions, le retour de la croissance risque de ne redonner confiance en Occident qu'à une poignée de capitalistes et de plonger dans le désar-

mage des cadres symbolisant la lente progression de la banlieue vers les centres. Une éventuelle reprise de l'activité ralentirait peut-être le phénomène, elle ne l'arrêterait probablement pas.

Le réveil de l'opinion risque donc



roi des pans entiers de notre peuple : jeunes avec ou sans diplômes, femmes, cadres... qui seront condamnés à l'errance dans une société d'emplois raréfiés.

L'aboulie actuelle du corps social peut durer encore longtemps, entretenue par la peur du chômage, l'existence d'une protection sociale particulièrement développée en France et la faillite des idéologies de libération sociale. Elle durera jusqu'à ce que l'intolérable soit atteint. Et il se pourrait bien que l'intolérable se fabrique à partir du mensonge. Mensonge qu'on a distillé aux agriculteurs et à toutes les catégories hier protégées et aujourd'hui confrontées brutalement à la vérité, mensonge qu'on distribue maintenant aux jeunes de toutes les couches sociales promis, pour une part de moins en moins négligeable, à une vaine course aux diplômes et à la formation. Signe révélateur : l'apparition du chô-

actuel état stationnaire n'est peut-être dû qu'à un effet de conjoncture qui a vu la droite classique investie d'un espoir de changement après une longue pratique, sans partage du pouvoir, par une gauche complètement déconsidérée vers la fin. Que la droite échoue (et rien n'indique dans son programme qu'elle détienne les clés du succès) et tout sera possible pour les extrémistes de tout poil et les apprentis sorciers de l'écologie dite « politique ».

On le voit, tout devrait se jouer sur la question du sens. Entre une classe politique traditionnelle à court d'idées et des groupes proposant des projets apparemment cohérents mais régressifs, l'opinion sera tentée de parier sur l'illusion de la substance plutôt que sur le néant. Aussi il est de notre devoir de dire ici que la mobilisation des intellectuels, des chercheurs, des vrais politiques et des syndicalistes responsables est, dans ce contexte, une nécessité impérieuse. Nous n'hésiterons pas à affirmer qu'il est maintenant de leur responsabilité historique d'investir de manière organisée le champ politique afin d'éclairer le pays et de lui tracer des perspectives pour l'avenir.

Il serait paradoxal que notre société dite de « communication », hyperinformée, croulant sous les rapports savants ne puisse apporter des solutions à des problèmes certes complexes mais non insurmontables. Il serait paradoxal qu'elle ne puisse faire le lien entre le savoir, le politique et le social. De nouvelles conceptions de la vie professionnelle, du temps libre et de l'entreprise sont à inventer. Des éléments de réponse existent déjà ici et là. Sans fausse modestie et avec courage, il s'agit de les développer et de les relier dans un projet au service du pays. Les royalistes seront toujours aux côtés de ceux dont les fidélités se déclinent comme autant d'appels à innover et à rassembler.

Denis CALLAIS

La fin de l'Europe

Après nous avoir rebattu les oreilles de « l'Europe de 1992 » qui était en fait l'Europe au 1er janvier 1993, cette année 93 s'inscrit comme l'année la plus noire de l'Europe depuis la signature du traité de Rome en 1957.



cassant la mécanique fédérale et technocratique, l'Europe cherche à puiser une nouvelle légitimité qui se découvrira lentement si l'on fait fond sur celles-ci.

De là à admettre l'idée d'une pause, il n'y a qu'un pas. On s'abstiendrait le temps qu'il faudrait au traité de Maastricht pour faire ses preuves au lieu de préparer dès à présent sa révision par une nouvelle conférence prévue en 1996. Est-ce aussi sage qu'il y paraît quand on sait que les mêmes qui prônent un répit, se font les avocats de l'élargissement aux membres de l'association de libre échange (AELE). De la fin du rêve fédéral, on aboutirait ainsi à la fin de l'idée même de politique commune (à 24 ou à 30 !). En outre, si les frontières extérieures de la Communauté deviennent aussi flexibles, on risque, comme on le voit avec les accords de Schengen, de voir resurgir les frontières intérieures. Si donc on ne fait rien, on sait très bien ce qui va se passer.

L'Europe qui se bâtirait d'elle-même, comme une création spontanée, faisant fi de tous les architectes, l'Europe utilitariste telle qu'on en discerne les contours, devient comme une fin en soi et le maître-mot est alors celui d'adaptation, qui traduit la résignation. Un empire

sans empereur, une confédération sans fédérateur : « nationalistes » et « fédéralistes » sont renvoyés dos à dos sous prétexte que la souveraineté politique est une notion dépassée. « Comme si la mort du politique signifiait la mort de l'Europe. Comme si l'Europe ne pouvait se penser que comme corps politique ; comme si nous étions incapables de prospérer dans l'incapacité d'un espace multidimensionnel et mal défini » (3).

L'erreur de Delors serait de s'être axé sur la construction d'un marché intérieur comme si le marché unique pouvait être dissocié du marché mondial. De même pour la monnaie unique si l'on s'en tient aux marges intérieures entre monnaies des États-membres au lieu de se situer d'emblée à l'intérieur du système monétaire international. De cette hésitation de méthode pour relancer l'Europe politique en 1985 faut-il induire la fin de toute Europe politique ?

Cet éloge de l'indétermination recouvre en réalité un projet très précis d'Europe marchande, autorégulée, c'est-à-dire oligarchique, dont le modèle avoué est la Hanse ou le Saint-Empire (4). Ce qui est en crise c'est bel et bien ces notions : « l'Europe c'est la paix » (entre ses membres) et l'« Europe de la

croissance » (capitaliste) qui sont décalquées des slogans impériaux. Non ! le destin de l'Europe n'est pas le Saint-Empire romain germanique ni l'Europe des « nationalités » de Napoléon III. Même si elle n'est plus « favorisée » par le protecteur transatlantique et la menace soviétique, ce qui était plutôt sa négation même, l'Europe existe comme corps politique. Elle possède sa propre identité dans le monde irréductible à aucune autre. Il ne lui manque qu'une tête qui est le destin de la France.

Au temps où Maastricht conduit chaque nation à s'interroger sur son identité et sa vocation historique, ce fut l'occasion ailleurs (au Danemark, en Suisse) de se rappeler que l'Europe politique est française ou elle n'est pas. Pour cette raison, certains n'en veulent pas. Mais tous sont d'accord sur cette vérité historique. Si la France hésite ou trébuche, l'Europe s'arrête. Si elle retrouve la foi en son destin et en l'Europe, les crises nationales évolueront vers une recombinaison politique.

Que face à de tels enjeux, être député européen se ramène pour les Français à un système de portes tournantes, avec application d'un tourniquet, est aberrant. Que la France n'occupe la présidence du Conseil européen (renforcé à Maastricht) qu'au second semestre 1995 (après dix-huit mois entre Danemark, Belgique et Grèce !) pour ne le retrouver au mieux qu'en l'an 2002 (2004 s'il y a un élargissement) est ridicule. Si l'opportunité d'un acte politique d'envergure n'est pas saisi bientôt, les faits s'en chargeront et ils sont têtus.

Yves LA MARCK

- (1) Bernard Maris - « Jacques Delors, artiste et martyr » - Ed. Albin Michel, Prix franco : 115 F.
- (2) « La crise du politique et Maastricht par Philippe Moreau-Defarges in *Politique étrangère*, janvier 1993.
- (3) Jean-Marie Guéhenno - « La fin de la démocratie » - Ed. Flammarion - prix franco 95 F.
- (4) « L'Empire revient » par Antoine Winkler in *Commentaire*, printemps 1992.

Contre le fondamentalisme écologiste

La déconvenue de la coalition écologiste aux élections législatives ne saurait abolir la réalité d'un phénomène de première importance pour notre temps. Si le mouvement écologiste n'est pas parvenu en France à une suffisante crédibilité politique, on se saurait oublier que l'élection de Bill Clinton est liée à la présence d'un vice-président, Al Gore, tenant de thèses très extrêmes sur l'environnement. Surtout, la mentalité et même les mœurs contemporaines sont imprégnées d'un courant diffus, quand ce n'est pas d'une religiosité fort proche de la thématique des défenseurs de la nature. Que le commandant Cousteau soit une des personnalités les plus populaires du pays constitue également un signe frappant de la vague écolo et de l'influence profonde d'une idéologie très particulière sur l'opinion.

Que l'on admire les exploits océaniques du commandant, ses remarquables documentaires sur les profondeurs marines est une chose, qu'on le considère comme un de nos principaux oracles sur les grandes options d'une stratégie mondiale en est une autre. Cousteau a une obsession : la surpopulation. Ce serait le grouillement humain qui mettrait en danger l'équilibre naturel de la planète, la survie des espèces animales, et tout ce qui concerne les ressources de la vie. Parfois sa véhémence le conduit à de véritables déclarations de guerre qui s'étalent à la une des journaux. **Surpopulation, danger !** Contre l'invasion des bébés, il réclame des mesures drastiques, planifiées : « Il faut que la population mondiale se stabilise et pour cela il faudrait éliminer 350 000 personnes par jour. C'est si horrible à dire qu'il ne faut même pas le dire... » (1). Les médias marchent, l'opinion acquiesce.

Les apparences ne donnent-elles pas raison à l'alarmisme du commandant : démographie galopante des pays du tiers-monde, accroissement vertigineux de la population mondiale ? 5 milliards et demi aujourd'hui, plus de 7 milliards en 2010. Pourtant, seuls les démographes savent que le taux de croissance de la population mondiale est en décélération depuis les années 1965-1969, y compris dans les pays où l'excès des naissances est présenté comme un fléau. Même les pays musulmans participent au mouvement, démentant toutes les prévisions. Gérard-François Dumont signale ainsi qu'au cours des années 1980, « la fécondité a baissé de 26 pour 100 en Algérie, 26 pour 100 en Inde, 25 pour 100 au Brésil, 22 pour 100 en Indonésie, 21 pour 100 au Mexique » (2). Il remarque aussi qu'il a fallu réviser à la baisse la population d'un pays comme le Nigéria qui avait été surévaluée par les autorités officielles. N'empêche que globalement la croissance affole, alors qu'elle est freinée déjà depuis un quart de siècle. Pour le faire comprendre, notre démographe emploie une comparaison. Il faut imaginer un paquebot vu d'avion qui semble continuer sa course à plein rendement, alors que le capitaine a déjà fait réduire les machines.

Mais les arguments rationnels peuvent-ils avoir quelque poids, sur les imaginations, alors que celles-ci continuent à voir des images des foules de Calcutta et des bidonvilles des métropoles sud-américaines ? La propagande catastrophiste joue sur des réflexes de peur, mais elle est elle-même mise en oeuvre par des gens qui ont une certaine philosophie. Celle des écologistes type Cousteau est fondée sur une conviction. La nature doit avoir la primauté pour mettre en échec un anthropocentrisme d'où vient tout le mal. C'est une des obsessions du mythologue Drewermann en Allemagne. L'écologie profonde s'est chargée de théoriser en forme de concepts épistémologiques et de propositions ésotériques cette contestation généralisée de la société industrielle et de la modernité. L'épistémologie est en cause parce que l'approche scientifique de la nature est coupable du mépris qui la détruit. D'où la nécessité du regard de l'en-dedans qui fait prendre conscience à l'humanité de son appartenance à une même étoffe cosmique. Réintégré à la nature, l'homme participera du panthéisme universel au sein duquel il sera désormais une « connexion de relations ». La tentation de briser

l'harmonie du Tout sera refoulée dès lors qu'il saura qu'il est une goutte dans l'océan de la vie, comme l'enseignait Gandhi. On baigne dans l'univers des religions et des sagesse orientales, en rupture radicale avec l'humanisme de l'occident. Il est vrai que certains penseurs de « l'écologie profonde » savent faire la liaison avec la tradition de l'hermétisme grec, quand ce n'est pas avec Spinoza.(3)

Cette liaison peut se faire aussi avec une expérience de la religion de la nature beaucoup moins douce (*soft*) que celle qui régit une morale de compassion orientale. Le national-socialisme a été à sa manière une sorte de religion de la nature et l'on retrouve dans la plupart de ses thèmes idéologiques de troublantes ressemblances avec l'écologie profonde : panthéisme, confiances aveugles dans les « lois de la nature », sacralisation de la vie, fascination pour l'animalité. Là-aussi, on trouve, écrit Robert-A. Pois, auteur d'une étude développée sur le sujet (4), « une dépréciation fondamentale de l'humain par rapport à la nature, et comme corollaire de ceci, une attaque contre les efforts des humains pour maîtriser la nature ». Cela débouchait aussi bien sur une législation protectrice des espèces animales que sur d'horribles conceptions de l'humanité naturelle, conforme aux lois inflexibles du progrès biologique. Dans *Mein Kampf*, Hitler traduit brutalement le sens pratique de ce naturalisme grossier : « La nature accomplit habituellement certaines corrections en ce qui concerne la pureté raciale des créatures terrestres. Elle a peu d'amour pour les bâtards ». Rosenberg, l'idéologue du parti développait la même conception, en insistant sur les racines orientales du monisme naturaliste et la radicale opposition avec le judéo-christianisme et son idée d'un Dieu créateur séparé du monde. Philosophiquement, il faut bien constater que l'ésotérisme écologiste se démarque aussi nettement du message de la Bible, de la transcendance d'un Dieu jamais confondu avec les forces naturelles et aussi de la place éminente d'un homme qui a reçu tout pouvoir pour dominer la création (non, bien sûr, pour la détruire mais la faire fructifier au service de fins supérieures).

Sans doute serait-il odieux d'assimiler les mouvements et les militants de la nature au nazisme et à ses monstruosité. Il n'est pas interdit, pourtant, de mettre en évidence les dangers potentiels d'un fondamentalisme naturaliste qui se retourne contre la tradition humaniste et tous ses acquis juridiques, moraux, politiques. Mettre à bas tout l'édifice des droits de l'homme pour le remplacer par une table des droits de la nature, ce serait une effroyable régression, dont le précédent national-socialiste devrait dénoncer le péril. Le livre de Luc Ferry constitue à ce propos une salutaire mise en garde (5). L'écologie est une part du souci politique. Elle ne saurait prétendre à la totalité et à une théorie révolutionnaire qu'au prix le plus lourd à payer. Grâce au ciel, nous n'en sommes pas là, avec nos écologistes, même avec un Waechter pourtant très proche de l'écologie profonde. Sans procès d'intention, il nous est permis de poursuivre avec eux le débat. Ce qu'il y a de légitime dans leurs revendications devra être pris en compte - et l'est déjà d'ailleurs - sans qu'on dérape dans une politique totalitaire. Si beaucoup en sont protégés, ils ne doivent pas moins prendre conscience de la gravité de la conception du monde que constitue le naturalisme.

Gérard LECLERC

- (1) *Courrier de l'UNESCO* - Novembre 1992.
- (2) cf. le numéro spécial de la revue *Communio* sur l'écologie mai-juin 1993.
- (3) « Religion et écologie » - Colloque sous la direction de Danièle Hervieu-Léger - Ed. Le Cerf - Prix franco 148 F.
- (4) Robert-A. Pois - « La religion de la nature et le national socialisme » - Ed. Le Cerf - Prix franco 250 F.
- (5) Luc Ferry - « Le nouvel ordre écologique » - Ed. Grasset (prix franco 135 F). Sur le même sujet le livre de Bertrand Renouvin, « L'Amour discret de la patrie », comporte des développements intéressants (Ed. Ramsay, prix franco 125 F).

Gérard Leclerc.



Michel Winock :

Pourquoi je suis républicain...

Michel Winock est historien de métier, et républicain de cœur et d'esprit. Aussi l'avons-nous invité à définir les principes et les valeurs qui fondent sa tradition intellectuelle, morale et politique. Notre réponse (page 10) permettra de situer les points d'accord et de désaccord et d'éclairer la démarche des royalistes d'aujourd'hui.

Nous convions nos lecteurs à cet amical débat, qui touche à l'identité même de notre pays et aux diverses manières dont la citoyenneté démocratique peut-être conçue et authentiquement vécue.

♦ **Royaliste** : Plutôt que de nous présenter votre dernier livre, vous avez tenu à dire aux royalistes que nous sommes pourquoi vous êtes républicain...

Michel Winock : Depuis plusieurs années, j'ai voulu assumer mon attachement à l'héritage républicain, et ceci de façon existentielle. J'appartiens en effet à une famille républicaine, mais pas n'importe laquelle puisqu'il s'agit - par mon père - d'une famille de « ralliés » : c'est une famille très catholique du Pas-de-Calais, qui a un moment donné a, comme tant d'autres, accepté la République après le Ralliement officiel de 1892. Mon père avait été élevé à l'école catholique, et il est resté tout au long de sa vie un catholique de droite, avec beaucoup de courage, puisqu'il travaillait dans un milieu qui ne l'était pas : en 1936, il a été le seul dans une entreprise très communiste à refuser de faire grève... Et pourtant, mon père était républicain.

♦ **Royaliste** : Comment qualifier ce républicanisme ?

Michel Winock : Je le ferai en évoquant un premier souvenir. Je suis à l'école communale, et je reviens à la maison avec mon premier manuel d'histoire, qui comporte quelques photos hors-texte, dont *La Marseillaise* de Rude. Et je vois mon père prendre son plus beau crayon et écrire au dos de la photo les paroles de la Marseillaise. Un autre trait rapporté par mes aînés : un voisin demande à mon père d'entrer dans les Croix-

de-Feu, et cet homme de droite, antigreviste, répond qu'il ne peut pas parce qu'il est républicain. C'est à première vue surprenant, parce que le mouvement du colonel de La Rocque n'était pas hostile à la République, mais pour mon père il y avait des seuils à ne pas franchir, des formes d'organisation qu'il ne pouvait accepter. Autrement dit, la République, ce n'était pas à ses yeux la laïcité, mais le règne de la liberté, et, plus profondément, le sentiment qu'il avait d'appartenir aux *mineurs*, aux petits, aux sans-grade : la République, pour mon père, c'était le régime qui se souciait des petits. Et puis mon père était ancien combattant, et la République c'était Clemenceau, l'Union sacrée, la patrie.

Quant à ma mère, elle représente la moyenne française : religion modérée, républicanisme spontané et tempéré. Mes frères étaient du côté de la Résistance et mon frère aîné, qui est mort en 1944, a laissé un journal intime dans lequel on voit bien que la République se confond avec l'antivichysme.

♦ **Royaliste** : Et vous ?

Michel Winock : Habitant Arcueil, municipalité communiste depuis 1935, j'ai reçu l'influence de mes instituteurs, qui étaient communistes ou socialistes, mais sans avoir été endoctriné. Par eux, j'ai été instruit, civiquement, moralement, comme le voulait Jules Ferry car il y avait encore, en 1947-48, des instituteurs formés par cet idéal de la République.

Cela pour dire que, dans les milieux populaires de la banlieue parisienne, la question de la République ne se pose pas. Ce qui se pose, à l'époque surtout, c'est l'au-delà de la République - c'est la question du socialisme, du communisme. La monarchie apparaît dès lors comme un régime du passé, dépassé, et le royalisme demeurait inconnu : je n'ai appris l'existence de l'Action française qu'en classe de première, en cours d'histoire. Quant aux monarchistes que j'ai rencontrés plus tard, ils l'étaient tous par héritage familial : il ne s'agissait pas d'un choix politique, mais d'une manière d'être, selon des valeurs et des mythes transmis de génération en génération. J'en ai déduit que la cause monarchiste était le fait de l'ancienne bourgeoisie et de la noblesse : c'était alors pour moi un attribut identitaire, ou un mimétisme de parvenus.

Mon premier étonnement, quant au royalisme, est venu de la lecture de Bernanos : pour la première fois j'ai découvert le royalisme chez un auteur que j'admirais, et dont les ouvrages politiques m'enthousiasmaient - j'avais commencé par *Les Grands Cimetières sous la lune*. Mais je ne comprenais pas son royalisme, je le tenais pour un trait d'originalité qui ne portait pas à conséquence. Pour moi Bernanos était un homme seul, qui parlait de politique en prophète, hors du temps, en idéologue éloigné de la politique réelle.

♦ **Royaliste** : Quelle est selon vous la nature du sentiment républicain dans notre pays ?

Michel Winock : Les Français sont attachés au fait républicain historiquement, et non pas de manière idéologique. C'est pour eux une conclusion de bon sens et c'est d'ailleurs là ce que Barrès objectait déjà à Maurras. Barrès souligne en effet que la dynastie royale est détestée par le peuple, et que la monarchie est devenue un parti qui exclut une part de l'histoire de France. Quant à moi, je pense que le républicanisme n'est pas un absolu : il est le fruit d'une histoire, qui résulte de l'échec de la monarchie constitutionnelle en 1789-92. Pourquoi cet échec ? Nombre d'historiens invoquent la thèse de l'accident, des contingences - l'irrésolution de Louis XVI, la fuite à Varennes... Mais on peut aussi soutenir le contraire, à savoir qu'il n'y avait pas d'accord envisageable entre l'absolutisme monarchique et le principe de la souveraineté populaire. Il faut aussi souligner l'importance du problème religieux. La constitution civile du clergé a profondément divisé le pays et Louis XVI a clairement choisi le camp des réfractaires : entre le principe de la liberté de conscience et le refus de celle-ci par le Pape, il y a un conflit qui dépasse la personnalité des protagonistes et qui engage le roi dans le camp hostile à une Révolution qui

commence à dessiner un espace public laïcisé.

♦ **Royaliste** : Et la monarchie de Juillet ?

Michel Winock : Cette monarchie a voulu concilier l'héritage de la Révolution avec le principe monarchique, et pourtant elle a échoué - essentiellement parce que la monarchie de Juillet a souffert d'un défaut d'enracinement dans la société : aucun groupe social important et cohérent ne l'a soutenue, au contraire de la cause légitimiste qui avait de solides appuis dans le pays. Aussi le ralliement à la République en 1848 a été général, même de la part des légitimistes qui voulaient à tout prix se débarrasser de Louis-Philippe.

♦ **Royaliste** : Que pensez-vous de l'Action française ?

Michel Winock : Ce mouvement a marqué un renouveau incontestable de l'idée monarchiste mais, contrairement à ses ambitions initiales, il est devenu un mouvement nationaliste conservateur, finalement compromis avec Vichy. Si bien que l'Action française s'est trouvée démentie par l'histoire. Dans son article sur « *Les Deux apogées de l'Action française* », Pierre Nora montre que le premier apogée, en 1918, dément l'affirmation de Maurras selon laquelle le régime républicain serait incapable de gagner la guerre ; et le deuxième apogée, entre 1940 et 1944, est celui d'un mouvement nationaliste qui soutient un régime de collaboration avec l'Occupant ! Ce dont l'Action française ne s'est jamais relevée.

Somme toute, si rien n'interdit théoriquement l'instauration d'une monarchie constitutionnelle en France, comme dans la plupart des autres pays, l'histoire en a interdit la concrétisation. De Mirabeau à Bernanos, il y a eu l'espoir d'une monarchie populaire qui n'a jamais eu d'assise dans le monde réel, sauf au début de la Révolution.

♦ **Royaliste** : Votre républicanisme de fait implique cependant une définition de la République...

Michel Winock : Oui. Il y a un esprit républicain. La République n'est pas seulement un manque, un défaut, c'est aussi un idéal. Il y a une éthique républicaine, qui est une éthique du citoyen. Reprenons les cinq critères du modèle républicain tel que les a établis Serge Bernstein dans le livre qu'Odile Rudelle a récemment présenté à vos lecteurs : primat de l'individu sur la société (c'est le débat de l'Affaire Dreyfus), prépondérance du Parlement dans les institutions, laïcité de l'école et de l'État, promesse de progrès social graduel, pacifisme et défense nationale ou plus exactement refus de la guerre de conquête et patriotisme vigilant. Pour moi,



c'est la laïcité qui me paraît être le fil conducteur de l'histoire républicaine, de la Révolution à nos jours. Dans ce principe de laïcité convergent les idées d'émancipation individuelle et d'autonomie. L'homme s'émancipe d'un pouvoir extérieur, d'une religion tutélaire, puisque la religion est désormais assignée au domaine privé. D'où le conflit de principes entre la République et le catholicisme, qui s'est résolu comme vous le savez par des compromis. J'ajoute que l'idée de laïcité a évolué : nous sommes passés d'une laïcité de combat (celle de Combes) à une laïcité d'intégration qui se réalise sur le terrain neutre des institutions et de l'école. C'est à cette laïcité que tout le monde, ou presque, a fini par se rallier.

Dans la tradition républicaine, l'école est le lieu où s'affirme cette laïcité, fortement imprégnée des maximes de la morale kantienne. Le régime républicain ne conçoit pas de réaliser l'unité des Français autrement que par l'école, où s'enseignent concrètement les valeurs de Liberté, d'Égalité et de Fraternité. La finalité de cet enseignement est l'intériorisation individuelle de cette exigence éthique : c'est ce que l'on appelle le civisme. Pour ma part, je trouve que cet idéal est très élevé, même s'il n'est pas très répandu aujourd'hui.

Au contraire de cette tradition républicaine, la monarchie se présente comme un régime dans lequel l'autorité vient d'en haut alors que, comme le dit Renouvier, « *la République est l'état d'un peuple qui n'obéit qu'à des hommes qu'il s'est choisis* ». Il n'y a pas de sujets, mais des citoyens qui participent à l'établissement des lois, dans un esprit de dévouement à la chose publique. La République propose un idéal de vertu qui n'est pas abstrait, puisqu'il peut fonder une conviction.

Certes, les républicains ne sont pas toujours fidèles à cet idéal ; certes, la tradition républicaine s'appuie sur une anthropologie discutable de la bonté naturelle de l'homme et de la

perfectibilité infinie du genre humain. Nous avons acquis la notion du tragique, nous savons qu'il y a des contradictions indépensables dans la condition humaine... Reste l'idée d'un progrès possible, reste l'idée majeure d'une pédagogie du citoyen qui est liée à cette idée de progrès, reste l'idéal de justice. Personnellement, je me sens accordé à cette idée que l'homme n'est tout de même pas un salaud comme l'enseignaient les théoriciens de la contre révolution pour justifier leur système de contraintes. Malgré tous les aléas de l'histoire, je crois en un progrès possible. Comme Emmanuel Mounier, je pense que c'est dans la République qu'on peut lier la liberté de l'individu et l'égalité entre les hommes et, d'autre part, l'impératif social - à savoir l'impératif catégorique de la Loi, l'autorité légitime exercée dans la fraternité, le souci de la nation. Telle est l'éthique républicaine, dans laquelle je me reconnais.

Propos recueillis par
B. La Richardais

BIBLIOGRAPHIE

Parmi les nombreux livres de Michel Winock, mentionnons les plus récents :

- ♦ 1789, l'année sans paille - Ed. Orban 1988 (prix franco 130 F) - Réédité en 1989 en collection *Pluriel* (prix franco 60 F).
- ♦ Les années trente - Ed. Seuil, 1990, coll. *Points Histoire* (prix franco 60 F).
- ♦ Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France - Ed. Seuil, 1990, coll. *Points Histoire* (prix franco 62 F).
- ♦ Chronique des années soixante - Ed. Seuil, 1990, coll. *Points Histoire* (prix franco 60 F).
- ♦ L'Échec au Roi : 1791-1792 - Ed. Orban, 1991 (prix franco 60 F).
- ♦ Les Frontières vives : 1991 - Ed. Seuil, 1992 (prix franco 153 F).
- ♦ Le socialisme en France et en Europe - Ed. Seuil, 1992, coll. *Points Histoire* (prix franco 65 F).
- ♦ Histoire de l'extrême droite - Ed. Seuil, 1993 (prix franco 153 F).

Réponse à Michel Winock

Dans les pages qui précèdent, nous avons laissé la parole à l'historien Michel Winock qui nous a expliqué ses raisons d'être républicain. Luc de Goustine, membre du comité directeur de la Nouvelle Action Royaliste, lui répond ici sous forme de « lettre ouverte ».

Cher ami,

Ah, que la République était jolie, à vous entendre, et qu'elle le reste dans la mémoire idéale de l'enfant de cette famille chrétienne de droite tardivement ralliée que vous évoquez avec émotion ! Et puis, qu'est beau et partageable, y compris avec nous, l'héritage républicain que vous revendiquez en citoyen !

Mais - l'historien en conviendra - si le républicanisme français a aujourd'hui ces vertus, c'est grâce à vous (et à nous...), épuré par l'idéalisme civique de ses instituteurs, transfusé de charité par des générations de chrétiens et, survivant aux monstres totalitaires, tempéré de pluralisme sous l'influx omnitélant des démocraties anglo-saxonnes.

A l'origine et pendant longtemps (pourquoi lui farder le portrait ?), grimaçante fut Marianne, terrible la carmagnole où cette Veuve faisait sauter les têtes des « ennemis de la Liberté »... Et pas si belle à nos yeux de Français, la République intolérante et sanguinaire. Pas si laïques ses pompeuses bondieuseries à la déesse Raison, ses colonnes infernales et ses noyades de prêtres ; pas si sociale sa crainte des femmes qu'elle privait de citoyenneté ; ni juste son mépris des ouvriers interdits de coalition ; ni hardie sa haine des étrangers suspects de conspiration ; ni pacifique sa fascination du militarisme et de la guerre de masse comme moyen de gouvernement ; ni généreuse sa morgue colonialiste ; ni libres ses connivences bourgeoises avec les gros et son conservatisme de pro-

priétaire. Pas si héroïque, civique ni patriotique la manière dont, trois fois en cent cinquante ans, des assemblées républicaines siégeant en liberté se sont dessaisies de la Nation entre les pattes d'un dictateur consul, empereur ou maréchal...

N'imputez pas l'indignation qui monte avec ce palmarès à la hargne du royaliste contre la « Gueuse ». C'est le républicain qui parle, blessé de ce que la République n'a pas su faire pour mieux épouser le destin de l'homme en ce pays de France. Il le serait encore plus si nous avions été « en monarchie ».

Car - étrange attitude pour des militants royalistes ! - nous déclarons illusoire la plupart des oppositions autour desquelles se caparçonnaient tantôt les opinions. La République n'est pas plus le contraire de la monarchie qu'une tête le contraire d'un cœur. Sans éluder la brutalité répétée des affrontements, ni censurer les complexités de l'Histoire, on peut enfin penser la France sans penser la guerre et dire la république « bien commun » de toute la Nation. La Révolution française est, en somme, achevée.

De cette évidence, illustrée lors du bicentenaire de 1789 auquel vous avez contribué, résulte paradoxalement (princes et royalistes n'y sont pas pour grand-chose) une extrême actualité de la question royale. La moitié de l'Europe vit en monarchie, le souvenir des souverains hante les nations renaissantes et, chez nous, chaque alternance ravive le débat institutionnel autour de son homme-clé : le Président.

Vous permettez donc qu'on s'amuse de votre détachement, quand vous reléguez la royauté

française parmi les réactions vestigielles. Même si, comme vous le dites, la question du choix ne se pose plus au peuple, cela ne provient pas de ce que le principe serait à jamais disqualifié devant la lumineuse alternative républicaine... Je m'en voudrais d'attenter à un progrès aussi consolateur, mais comment inspirer à l'histoire de telles contorsions, même au nom de la dévotion républicaine ? Relevons en trois.

Vous décrivez la monarchie de 1789 dépassée par les événements, inapte à la Révolution, refusant les émancipations nécessaires... N'est-ce pas tout concéder à la propagande des conservateurs qui, dès le couronnement de Louis XVI, tentèrent de discréditer la politique de réforme « éclairée » à la française qu'il avait engagée ? Faudrait-il renoncer à la lecture des enjeux politico-économiques et sociaux du demi-siècle, ignorer dans la même période les affrontements entre l'État régulateur et « social » et les tenants de l'idéologie marchande, oublier l'alternance au pouvoir du clan des administrateurs réformistes à la Sartine et des idéocrates libéraux affairistes à la Turgot, et, arguant d'une psychologie royale débile, tout divertir sur le souverain en renonçant au corps d'une Histoire pourtant si actuelle ? Tant pis, s'il faut enfreindre la téléologie du catéchisme révolutionnaire !

Louis XVI - selon vous réfractaire à la constitution civile du clergé et au principe de la liberté des consciences, se retrouve « dans le camp hostile à une Révolution qui commence à dessiner un espace public laïcisé »... Je dis, tout à l'inverse, Louis XVI, émancipateur des protestants et des juifs, d'accord avec le clergé populaire promoteur de la réforme, est forcé de résister héroïquement à ce qu'un état intégriste commandait, aussi scandaleusement que Vichy exigeant le serment des juges. Louis, défenseur de la laïcité

dans la constante tradition capétienne.

Vous pensez que la monarchie n'a pas survécu dans l'opinion générale au delà de 1848... Voilà qui rend inexplicable le long entracte institutionnel entre 1871 et la 3^e République. Et que dire du « ralliement » qui, proclamé par la hiérarchie catholique, a mis plus d'un demi-siècle... ?

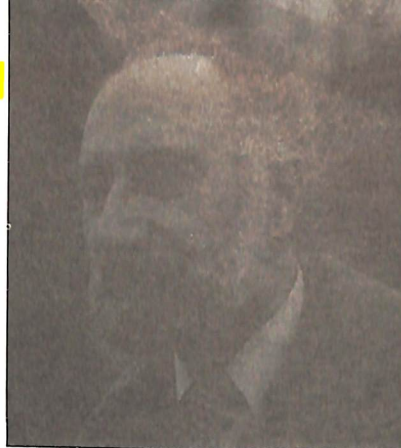
Je veux simplement indiquer, mon cher ami, que nos concitoyens ne renonceraient plus à l'enrichissement que procure une lecture politique de notre *continuum* historique, et que la vulgate fondatrice républicaine - l'un des aspects de notre imaginaire - fera de moins en moins écran à l'histoire véritable de la république dans notre pays.

Celle-ci commence à la naissance de la cité et révèle bien autre chose que l'échec ou le triomphe d'un parti... Par crises et irruptions successives dans le discours des temps, elle laisse affleurer les problèmes qui divisent la France ou l'unissent à elle-même. Depuis 1958-62 et la Constitution de la V^e République, il est clair que ce discours, renoué par trente ans de pratique, a retrouvé la forme d'un dialogue inséparablement monarchique et populaire.

Nous nous plaignons du peu, sachant le prix qu'aurait pour la nation l'incarnation solennelle et familière du principe. Cette garantie charnelle en la personne du roi retiendrait sans doute de méprises cruelles comme ce code de la nationalité abâtardi pour complaire. Mais l'attente féconde force à poser, entre autres questions, celle que vous évoquez : quel accord entre la souveraineté populaire et l'autorité, entre la Liberté et la Loi ? La République est-elle viable sans un recours qui la fonde, un appel à la transcendance qui sublime le pouvoir en service, la matraque en main de justice ?... Je vous laisse sur cette méditation bernanosienne, et d'actualité.

Luc de GOUSTINE

Luc de Goustine



Tribulations républicaines

La monarchie a toujours été en France en perpétuelle évolution. Qu'en est-il de la République ? Vers quelles directions marche notre Marianne que l'empreinte des ans a dû marquer ?

La République, comme n'importe quelle institution humaine, ne peut pas être un ordre immuable échappant au changement. Aux prises avec l'Histoire, elle doit nécessairement composer et s'adapter. La succession des différentes Constitutions établies en son nom nous rappelle que l'ordre républicain n'est pas un système figé mais un ensemble de concepts et d'institutions avec sa vie propre, en constante évolution, même si, dans ce parcours, la contrainte des événements joue un rôle prépondérant.

Avant de cerner les principaux traits de ce processus évolutif, tentons d'abord de préciser les points de départ c'est-à-dire les fondements originels de ce *corpus* d'idées et de pratiques que nous appelons en France « République ».

Caractérisée par le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, la tradition républicaine, dès sa naissance, ne laisse planer aucun doute sur sa conception des institutions politiques de la nation. La primauté du législatif sera recherchée aux dépens de l'exécutif. Le développement rigoureux de cette logique aboutira à la concentration de tous les pouvoirs dans les mains de l'Assemblée. Ce sera chose faite avec la Constitution de 1793 que, pourtant, la Convention n'appliquera jamais. Imprégnée de ces idéaux fondateurs, la République gardera toujours une méfiance instinctive pour toutes les médiations politiques : juridictions régulatrices (ex. Conseil constitutionnel), bicaméralisme, facteurs d'équilibre entre les pouvoirs (ex. droit de dissolution).

Éradiquer le catholicisme

Sur le plan religieux, le combat des républicains vise la suppression de l'hégémonie catholique dans la société et l'élimination du poids politique de l'Église pesant sur l'appareil d'État. Cette ambition, parfaitement légitime, aurait pu se réaliser grâce aux méthodes de la vieille tradition d'indépendance de la monarchie française en rappelant la nécessaire distinction qui existe entre les ordres temporel et spirituel. Négligeant cette approche politique, les fondateurs de la République ont choisi la voie radicale : l'éradication de la tradition millénaire du catholicisme. Or ce choix repose sur des principes idéologiques. En son origine, en effet, la République n'est pas neutre. Elle ne se veut pas seulement promotrice des règles prévalant dans l'espace public. Elle se veut aussi religion et métaphysique. Elle voue un culte à la Raison et propose une nouvelle morale. Les religions révélées ne sont que superstitions et leurs fidèles, juifs ou chrétiens, désignés comme ennemis de l'État rationnel donc du genre humain.

L'histoire républicaine des deux derniers siècles montre clairement que nous avons bien quitté ces temps où la « République absolue » cherchait, au besoin par la contrainte, à imposer ses dogmes et à régenter la société. De multiples signes nous indiquent que nous entrons dans un nouveau cycle et que le mot de République ne recouvre plus du tout les mêmes réalités.

L'avènement de la V^e République marque un tournant sans précédent dans notre histoire constitutionnelle depuis l'abandon de la monarchie au XIX^e siècle. L'équilibre des pouvoirs est rétabli en éliminant les prérogatives abusives que détenait le législatif dans les régimes antérieurs. De même, un ensemble de médiations politiques sont mises en place avec notamment la création du Conseil Constitutionnel, véritable gardien des « lois fondamentales » de l'organisation politique de la France. Grâce à ces dispositions, les libertés publiques et les droits

fondamentaux commencent enfin d'être protégés à la fois de possibles dérives autoritaires des gouvernants et d'éventuelles aventures totalitaires que voudrait mener une majorité de citoyens. Avec la V^e République, apparaît l'idée que la volonté du peuple est limitée, en ce sens qu'elle n'est considérée que comme la partie d'un ensemble. Cette volonté n'est pas toute puissante ; elle doit composer et s'accorder avec ce qui constitue en quelque sorte le patrimoine juridique et moral de la nation. Nous sommes loin, oui, loin de la République de l'An I ou du début du siècle.

Un espace laïc, lieu de neutralité...

De la même façon, l'heure n'est plus au combat antireligieux. La République comme métaphysique et théologie de substitution s'estompe tel un vague souvenir. Le discours sur l'homme et la morale se fait beaucoup plus politique. La République n'est plus présentée comme l'agent d'une régénération totale de l'humanité. Plus modestement, il lui est assigné pour mission de garder ouvert cet espace laïc, lieu de neutralité, d'échange et de tolérance dont Michel Winock estime, dans ce même numéro, qu'il est l'acquis original de la tradition républicaine.

Mais cet espace neutre, propice au dialogue et au respect des croyances, outre qu'il est absent de la République des premiers jours, n'est pas l'apanage de la République française. D'autres sociétés, telle l'anglaise ou l'allemande, qui n'ont pas opéré comme nous le choix de la laïcité et du républicanisme militants peuvent tout aussi bien se prévaloir de posséder cet espace apaisé où s'exerce une libre citoyenneté. En Angleterre ou en Allemagne, les droits de l'homme ne sont pas moins respectés qu'en France, la philosophie ou les sciences n'y sont point méprisées et on peut y confesser la religion de son choix. Avec la disparition d'une conception absolutiste de la République s'éloigne aussi l'idée de « l'exception française », chère aux derniers intégristes du camp républicain.

Cette évolution de la tradition républicaine est nettement perceptible dans la rédaction du rapport du Haut Conseil à l'intégration dont les membres ne peuvent être soupçonnés d'appartenir à un quelconque « parti religieux ». Le modèle d'intégration qui est prôné par le rapport ne recherche pas l'assimilation des communautés immigrées. Une politique d'assimilation amènerait fatalement à une confrontation avec l'Islam. Telles ne sont pas les recommandations du Haut Conseil qui préfère inviter les municipalités à favoriser l'ouverture de lieux de culte et les pouvoirs publics à se montrer tolérant vis-à-vis de l'expression religieuse des immigrés. L'approche d'un problème comme l'intégration montre bien que le souci actuel de notre République consiste à respecter et garantir les croyances et les cultures minoritaires à condition que celles-ci reconnaissent la légitimité du cadre juridique français dans lequel elles évoluent. A cet égard, il est curieux de voir le modèle d'intégration choisi par la Grande-Bretagne présenté comme un repoussoir par le rapport alors que les orientations préconisées marquent une nette inflexion du modèle français en direction de certaines positions anglaises sur ce problème. Il est vrai qu'une certaine dose de dénégation est toujours de mise lorsque l'on malmène quelque peu les tabous de sa propre tradition.

Ainsi dans ces choix politiques et religieux actuels, la République renoue au fond avec une tradition « républicaine » d'avant la République. Celle qui passe par l'Édit de tolérance de Louis XVI, la fête de la Fédération du 14 juillet 1790 et la déclaration des Droits de l'homme.

Ah ! Que la République était belle sous la monarchie...

François VERRAZZANE





Juan Carlos I^{er}

Parole de Roi

L'anonyme sobriété du titre, « Le Roi » (1) annonce l'essentiel : les entretiens entre un roi et un grand d'Espagne, en l'occurrence Juan Carlos I^{er} et José Luis de Vilallonga, sont plus qu'un livre de souvenirs ou de ces biographies d'autant plus agréables à lire qu'elles sont « parlées ». On y traite du fondamental, tandis que l'un parle - le roi - et l'autre écoute - le grand : le métier de roi.

Pas de révélations fracassantes sur ces quarante-cinq dernières années de vie espagnole - c'est en 1948 que le petit Juan Carlos entre en Espagne, âgé de 10 ans, pour y poursuivre ses études, d'un commun accord entre le comte de Barcelone, son père, fils d'Alphonse XIII, et le général Franco : là n'est ni la demande de Vilallonga, ni la réponse royale. Non qu'à travers cette somme d'entretiens, au palais de la Zarzuela, l'on ne découvre un homme, le Roi, plein d'autorité naturelle, mais aussi, de délicatesse, le tout sur fond de secrète mélancolie, due peut-être à cette jeunesse solitaire car partagée entre un père admiré mais nécessairement éloigné - il vit au Portugal - et un général Franco discret certes mais à l'entourage presque omniprésent.

Juancarlisme OU monarchie ?

Le Roi : le titre pourrait-être compris en ce sens réducteur : tel roi, Juan Carlos, celui-là et non le roi en tant que tel, la monarchie, l'institution. Or c'est le souci principal de Juan Carlos. Si une anecdote amusante nous montre le communiste Carillo plus royaliste que le roi, si nous voyons un Felipe Gonzalez sous le charme, n'y a-t-il pas, à la source, décalage entre un homme admiré et aimé de son peuple, le roi, et un régime passé au second plan, la monarchie ? Les Espagnols, qui n'étaient peut-être plus monarchistes à la mort de Franco, ne sont-ils que juancarlismes ? Le juancarlisme agace Juan Carlos : « Le Roi, dit Vilallonga, a joué un rôle qui a permis à de nombreux républicains de se sentir monarchistes ». Certes ; mais l'espace d'un règne ? Souci royal, dû paradoxalement au succès même du roi.

Au commencement fut le silence...

Lui en effet, en qui, en deçà comme au-delà des Pyrénées, des politologues ou politiciens superficiels (ou que les apparences trompaient - ce qui revient au même) ne voyaient qu'un pantin entre les mains des franchistes - *post mortem dictatoris* - et qui l'avaient déjà surnommé « el Breve », « Le Bref », a réussi à sortir son pays de la dictature « de main de maître, sans qu'une seule goutte de sang fut versée (...). Tout cela avec un calme exemplaire, avec un sens politique confondant ». La potiche muette du franquisme finissant, qui avait appris auprès du général « à regarder, à écouter et à (se) taire », se révélait en même temps que celui de la monarchie, le restaurateur des libertés. « La seconde mort de Franco » avait alors titré la *Naf Hebdo* (2).

Métamorphose étonnante ? Plutôt silence politique et clairvoyant du Prince - non sans danger certes - mais dicté par cette idée fixe : restaurer la monarchie ; même si, en « droit franquiste », Juan Carlos se trouve instauré « successeur de Franco à titre de Roi » - mais Franco n'avait jamais aboli la monarchie. Fausse querelle de juridisme : ce silence a permis à Juan Carlos, que la figure de son père ne cesse de hanter, de réaliser ce que la parole prétendante et paternelle avait précisément empêché d'accomplir dans l'exacte mesure pourtant où elle était nécessaire. Le comte de Barcelone, personnage tragique, ne pouvait se taire et ne pas rappeler qu'il désirait être « le roi de tous les Espagnols » ; mais le disant face à Franco, il ne pouvait le devenir. Son fils eut le souci de prononcer cette expression à son premier discours de

roi, afin de signifier « que nous ne passions pas simplement d'un régime à un autre (...) : nous passons d'une époque déjà révolue à une époque nouvelle (...) ».

De Franco, personnage énigmatique, Juan Carlos dresse un portrait nuancé. Il l'a trop approché - sinon connu : car l'homme restait secret - pour s'étendre en jugements tout faits ou démagogiques. Franco d'ailleurs était plus lucide que les franchistes sur ce que ferait Juan Carlos devenu roi. Il s'est pourtant toujours refusé, malgré des pressions jusque sur son lit d'agonie, à le remplacer par une potiche réelle, elle. Sur ce même lit ne demanda-t-il pas au Roi-déjà-là de ne conserver comme essentielle que l'unité de l'Espagne ? au jeune prince avide d'apprendre ne refusait-il pas d'assister au conseil des ministres, puisque de toutes façons le roi d'Espagne ne pourrait faire comme lui ? Franco semblait saisir « un » changement nécessaire, comme fruit paradoxal de quarante années de stabilité que Juan Carlos reconnaît lui devoir et qui ont permis la naissance d'une classe moyenne véritable « colonne vertébrale » de la société espagnole : les libertés politiques redeviennent possibles.

Juancarlisme ET monarchie

On retrouve le juancarlisme : qu'est-ce qui du roi ou de l'institution a permis ce changement ? La rencontre des deux, véritable miracle politique, avec cet autre miracle : un peuple espagnol conscient de l'enjeu et décidé à répondre par l'affirmative à la préoccupation primordiale du Roi : la paix civile. A ce titre, la tentative avortée de coup d'État militaire en 1981 a non seulement définitivement fait s'évanouir la fausse querelle juridique de l'instauration-restauration, mais encore permis de montrer définitivement aux Espagnols que s'ils avaient eu la chance d'avoir un Juan Carlos pour succéder à Franco, ils avaient eu aussi celle qu'il fût Roi, dont la seule parole fit rentrer les quelques rebelles dans leurs casernes et préserva les libertés grâce à lui recouvrées. « Si nous avions été en république... » suggère le Roi, le lendemain, devant ministres et députés encore courbaturés de leur position couchée. Seuls Carillo et Suares étaient restés assis. Un vrai-soldat aussi : l'armée qu'il connaît par sa formation et qu'il estime témoignera sa loyauté. Et cette longue nuit-là, un enfant de 13 ans apprit son métier futur : l'infant Felipe, luttant contre le sommeil, resta auprès de son père jusqu'à ce que la légalité revint, finalement affermie. Le juancarlisme était devenu la monarchie elle-même, reconnue enfin par tous comme l'élément fondamental de stabilité et de garantie des libertés. « Si Dieu me prête vie, dit le Roi, je continuerais d'œuvrer pour que les Espagnols acceptant que celui qu'ils appellent familièrement « Juan Carlos » incarne une institution et que ce soit l'institution qui compte ». Et d'ajouter : « Actuellement je fais de mon mieux afin que mon fils suive le conseil que m'avait donné Franco : « Altesse, faites-vous connaître des Espagnols ». Et j'espère que Don Felipe se fera aimer des Espagnols comme paraît-il, ils m'aiment, moi. C'est tout ce que je demande ». (Un autre général, dans un autre pays, avait donné le même conseil à un autre prétendant. On ne sait encore qui du fils ou du petit-fils l'a entendu).

Concluons... par l'exergue : « Nous - faisons allégeance leurs sujets aux rois d'Aragon - qui valons autant que Vous, nous prêtons serment à Vous, qui ne valez pas davantage que nous et Vous acceptons comme souverain, pourvu que Vous respectiez nos lois et nos libertés ». A quoi Juan Carlos répond : « La seule raison d'être d'une monarchie moderne c'est justement de se placer au-dessus des partis ». Paroles de sujets, parole de Roi : la monarchie est ce dialogue fondamental.

Axel TISSERAND

(1) José Luis de Vilallonga - « Le Roi - entretiens » - Ed. Fixot - Prix franco : 135 F.
(2) Titre que portait alors *Royaliste*.

Europe

Les monarchies traversent-elles une crise d'identité ?

De sondages en débats parlementaires, l'institution monarchique n'est plus aujourd'hui à l'abri des critiques ou des controverses. Pris en étau entre l'évolution des mœurs et l'exigence morale due à leur rang, les princes de la vieille Europe résistent mal aux assauts médiatiques.

L'égard des médias. Une situation éminemment complexe, à l'image bien sûr de l'attente contrastée du public.

Certains accuseront facilement les princes d'avoir sacrifié l'exigence impérieuse de maintenir une exemplarité morale et d'avoir contracté des mariages bourgeois, certes

c'est juste le contraire.

La reine Elizabeth est hors d'atteinte des critiques, tandis que l'institution est parfois mise en cause. Le 22 mai dernier, à l'initiative de la *Charte 88* et du quotidien anglais *The Times*, un grand débat sur la monarchie fut organisé autour d'éditorialistes, de constitutionnalistes, de parlementaires.



populaires, mais pas toujours judicieux. En épousant un prince de sang royal, dont la vie appartient toute entière à la nation dont il porte le nom, une bergère devrait savoir qu'elle unit son destin à celui de chacun de ses compatriotes, acceptant ainsi de se sacrifier sur l'autel de la monarchie dans la continuité du service des princes à leur pays.

D'autres feront porter le blâme à la presse qui se nourrit des faits et gestes des familles royales - pour faire du tirage et vendre du papier - en traquant le moindre faux-pas immédiatement connu aux quatre coins du monde par la magie redoutable des techniques modernes. Les imprudentes princesses devraient savoir que derrière chaque buisson se cache un *paparazzi* sans scrupule. Que les belles âmes ne crient pas trop vite au scandale. Les rois n'ont jamais été ces parangons de la vertu bourgeoise qu'une classe moyenne éprise de décence a su imposer à la fin du siècle victorien. Sous le règne de la grande Victoria, le monarque était franchement impopulaire, mais l'institution unanimement respectée. Aujourd'hui,

L'heure est aux interrogations. Le roi d'Espagne a su faire taire les critiques sur sa vie privée en maintenant le cap d'une action publique irréprochable. Quant à la reine Elizabeth, elle a décidé de payer des impôts et d'ouvrir son palais pour financer la restauration de Windsor afin de ne pas faire supporter aux contribuables britanniques l'augmentation de ses frais de représentation.

Le public est devenu exigeant. Il reste attaché à sa famille royale pour peu qu'elle se montre fidèle à sa tradition et dévouée à sa tâche. L'hédonisme de certaines altesses ne pouvait plus cohabiter avec l'image centenaire de la monarchie exemplaire. De ce tournant, un nouveau mythe est à naître. Loin du puritanisme dépassé, les peuples européens, rongés par l'angoisse et l'incertitude de l'avenir, attendent de leurs princes un nouveau professionnalisme. Maintenir la tradition, incarner la continuité de la nation, symboliser l'identité de celle-ci dans le cadre des transformations européennes, et se rapprocher un peu plus de la vie quotidienne du peuple. Sans pour autant tomber dans le marigot politique ! Alors, la presse aura beau dire, les princesses oisives auront beau faire, rien ne saura ébranler les monarchies européennes si elles se campent autour des valeurs qui ont fait leur force depuis un millénaire. La force de la monarchie n'est-elle pas de savoir évoluer et s'adapter à son époque en s'appuyant sur les maillons de la longue chaîne dynastique ?

Stéphane BERN

BIBLIOGRAPHIE

Stéphane Bern, journaliste spécialisé dans la chronique des cours royales a écrit :

♦ *L'Europe des Rois* - Ed. Lieu Commun 1988 - prix franco 170 F.

♦ *Les couronnes de l'exil* - Ed. Balland, 1990 - prix franco 149 F.

♦ *La monarchie des tous ses états* - Ed. Balland, 1992 - prix franco 135 F.

La guerre de Vendée est terminée...

De la part d'un royaliste, on s'attend à une réponse positive. Après tout, n'est-il pas le digne héritier politique des Charette, La Rochejaquelein et autre Lescure qui ont, par leur bravoure, mis en danger la République naissante. Comme toujours lorsqu'il s'agit de trancher sur un élément touchant à la Révolution française, la réponse est plus complexe. Car sur cet épisode tragique de notre histoire, tout et son contraire ont été dit et écrit depuis deux cent ans. Pour récupérer le mouvement et en diminuer la portée véritablement insurrectionnelle, la droite l'a dépeint avec angélisme et manichéisme. La gauche, pour justifier les exactions commises à l'égard des Vendéens, a invoqué la thèse du complot de l'étranger et, notamment de l'Angleterre.

Dans un livre (1) qui, à maints égards, suscite la réflexion, Michel Ragon démontre que ces explications ne sauraient suffire. « *Les historiens, écrit-il, se sont longtemps égarés en recherchant une cause unique à l'insurrection vendéenne, une conjuration où se seraient trouvés unis le noble, le prêtre et l'étranger (...). Ce que nous cherchons aujourd'hui à comprendre, c'est plutôt la texture d'une insurrection dont nous savons bien qu'elle fut foncièrement d'inspiration populaire, même si la noblesse et le clergé la récupérèrent tardivement, même si elle devint, au XIX^e siècle, le prétexte de la nostalgie pour l'Ancien Régime.* »

Il est communément admis que le soulèvement vendéen est la conséquence de trois événements : la mort du roi, la constitution civile du clergé et la levée en masse, décidée par la Convention, de 300 000 conscrits. Michel Ragon reprend un à un ces arguments pour mieux leur tordre le cou. Selon lui, les Vendéens, chauds partisans de la Révolution de 1789, auraient été déçus par la tournure prise par les événements à partir de 1791. La mort de Louis XVI n'aurait été qu'un pré-

En cette année 1993, faut-il célébrer le bicentenaire de l'insurrection vendéenne de 1793 et l'épopée de la grande armée catholique et royale ?

texte pour rompre le lien avec l'État français. Un pacte tacite avait été passé entre le peuple de Vendée et le roi, pas avec les bourgeois qui siègent à la Convention.

En 1789, les Vendéens n'étaient pas plus pratiquants que la moyenne des Français. C'est à partir du moment où l'on a touché à leurs curés, issus du peuple comme eux, pour les remplacer par des inconnus

voulaient bien payer de leur personne mais à condition que l'effort soit également supporté par les forces vives de la Nation.

Pour Michel Ragon, le soulèvement vendéen s'explique davantage par l'affrontement de deux conceptions différentes de la liberté, l'une, théorique, celle des conventionnels bourgeois, l'autre, populaire, vécue au quotidien par les paysans et

Makhno ou Durruti, et des insurgés de la Hongrie de 1956, de l'Afghanistan de 1979 ou de la Pologne de 1981 : « *Ces guerres révolutionnaires contre des États qui se sont institutionnalisés révolutionnaires, sont partout, non pas des contre-révolutions, mais l'expression d'une autre conception de la révolution, une révolution plébéienne, plus réellement démocratique.* »

S'il est nécessaire de commémorer ces événements tragiques, pour qu'ils ne se reproduisent pas, encore faut-il ne pas céder aux sirènes des revanchards comme Philippe de Villiers qui sont prêts, deux cent ans après, à se lancer dans une nouvelle croisade. Il serait temps que le temps de la réconciliation advienne. Aussi, nous permettons-nous, par amitié, d'adresser cette mise en garde à Michel Ragon : ne vous affichez plus comme vous l'avez fait en mars ou avril dernier avec Philippe de Villiers dans le *Figaro-magazine*. D'abord parce que le journal de M. Pauwels a montré à plusieurs reprises qu'il était passé maître dans l'art de la récupération. Ensuite, parce que l'histoire du mouvement anarchiste auquel vous appartenez, est remplie de militants qui se sont fait récupérer. Laissez donc ces tristes sires à leurs moulins, vous et la Vendée méritez mieux.

Il faut désormais se tourner vers l'avenir et non s'enfermer, à des fins personnelles, dans la tragédie de 1793 qu'il convient de relire comme nous y invite Michel Ragon dans son livre.

« *La Vendée est ouverte au monde, dynamique et généreuse,* » écrivait Luc de Goustine, au cours de sa campagne électorale de mars 1993, c'est ainsi que la France l'aime et a besoin d'elle ».

Patrice LE ROUË

Ces arguments développés par Michel Ragon présentent l'avantage de renouveler le débat, en faisant des Vendéens les dignes prédécesseurs des militants anarchistes

(1) « 1793, l'insurrection vendéenne et les malentendus de la Liberté », album (29x23 cm) de 200 pages, nombreuses illustrations en couleur - Ed. Albin Michel - prix franco 275 F.



venus de la ville, que les Vendéens se sont découverts des âmes pieuses : « *La tiédeur religieuse en 89, écrit Michel Ragon, va être réchauffée par la mise hors la loi des prêtres villageois en 91.* »

Pour ce qui est de la levée de 300 000 hommes, celle-ci ne concernait que 4597 Vendéens. Si les insurgés ont refusé de verser leur tribut à la patrie, c'est uniquement parce qu'il y avait inégalité des citoyens devant la conscription. En effet, les gardes nationaux en étaient exclus et les bourgeois pouvaient s'acheter des remplaçants. Pour participer à la défense du territoire, il ne restait donc plus que les paysans et les artisans qui

Qui sommes-nous ?

La Nouvelle Action royaliste, c'est un mouvement politique au service d'une idée qui s'incarne dans une famille...

Nous sommes un mouvement politique. Cela signifie, très classiquement, que *La Nouvelle Action royaliste* est composée d'adhérents qui se sont donnés des organismes dirigeants (un conseil national, un comité directeur) et qui définissent démocratiquement leur projet et leur ligne politiques dans un congrès annuel.

Ce mouvement, comme tout les autres, s'exprime grâce à des organes de presse qui ont chacun leur spécificité : *Royaliste*, bimensuel, se consacre à l'analyse politique, donne de l'écho aux campagnes du mouvement et présente une réflexion actualisée sur la tradition royaliste en France et sur les monarchies européennes. La revue *Cité* est quant à elle orientée vers le débat intellectuel de haut niveau - à partir d'entretiens avec les meilleurs représentants de la pensée contemporaine. Le *Lys rouge*, lui, est destiné à ceux qui s'intéressent à l'histoire du royalisme, à l'actualité dynastique, aux informations sur les



♦ Le comte et la comtesse de Paris

monarchies étrangères et aux débats entre militants.

Ce mouvement, comme tous les autres, participe au débat démocratique (campagnes électorales, organisation de réunions et de colloques) et se trouve engagé dans les luttes politiques - pour la défense des droits de l'homme, et par conséquent contre toute propagande et toute législation à caractère ethnique ou racialisant.

L'intitulé de notre mouvement souligne qu'il est essentiellement au service de l'idée royale, telle qu'elle est définie et mise en pratique par la tradition capétienne. *La Nouvelle Action royaliste* s'efforce de mettre en valeur et d'illustrer cette tradition, sans céder à la tentation dogmatique, sans prétendre accaparer une philosophie et une pratique du pouvoir qui s'ordonnent autour du principe d'indépendance de l'État. Pour la NAR, l'idée royale ne peut être résorbée dans le royalisme puisque la monarchie est une institution qu'inspire le souci d'unité, puisque l'arbitrage royal vaut pour

tous les Français sans distinction d'origine, de parti ou de religion. C'est pourquoi *La Nouvelle Action royaliste* se dissoudra lorsque la monarchie royale sera à nouveau instaurée en France : il n'y aura pas de « majorité dynastique », ni de « parti du roi ».

L'idée royale que *La Nouvelle Action royaliste* s'efforce de servir est incarnée par la Famille de France. Son chef est le comte de Paris, héritier et continuateur de la dynastie fondée voici mille ans et dont la destinée a toujours été associée à l'histoire de France - même lorsque notre pays est devenu une République. Depuis son entrée en politique, dans les années trente, le comte de Paris est au service de la France et des Français, sans réserve idéologique ni préalable institutionnel. Son fils aîné, le comte de Clermont, est appelé à devenir chef de la Maison de France, selon les lois de succession.



♦ Le stand de la NAR dans une fête antiraciste.

Sa fille cadette, la princesse Chantal de France, a fait une entrée remarquée dans la vie politique française en 1992 et a entrepris une action guidée par le principe de justice qui est au cœur de la tradition royale.

Maria DA SILVA

Au nouveau lecteur :

Faisons connaissance

Afin de nous mieux connaître nous vous proposons de profiter d'une offre exceptionnelle, qui sans aucun engagement de votre part, vous permettra de vous informer plus complètement.

Nous vous offrons :

- ✓ un abonnement de trois mois à « *Royaliste* »,
 - ✓ une brochure « *Des royalistes aujourd'hui : qui sont-ils ?* »,
 - ✓ un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris : « *Le comte de Paris ou la passion du présent* »,
 - ✓ un livre de Bertrand Renouvin : « *La République au roi dormant* », synthèse sur l'histoire du royalisme, sa place dans la société d'aujourd'hui, ses perspectives d'avenir,
 - ✓ une documentation complète sur la N.A.R., ses activités, ses publications.
- Le tout, qui représente une valeur de 254 F, vous est proposé pour 100 F seulement.

Vous trouverez en dernière page de ce journal le bulletin-réponse qui vous permettra de bénéficier de cette offre exceptionnelle.

*

« *Royaliste* » reprendra sa parution bimensuelle normale le 20 septembre et vous pourrez le trouver en vente dans les principaux kiosques et dans les Maisons de la Presse.

LA GAUCHE ET NOUS

La Nouvelle Action royaliste ? Mais oui, vous savez bien, ce sont les royalistes de gauche, ceux qui soutiennent François Mitterrand...

Telle est, pour certains, la réputation de notre journal et de notre mouvement - au vu d'une étiquette hâtivement collée par la presse. Comme toutes les rumeurs, celle qui fait de nous des « royalistes de gauche » contient un élément de fait : en 1981 et en 1988, nous avons voté pour François Mitterrand. Mais il faut ajouter une autre donnée : jamais nous n'avons appelé à voter pour l'ensemble des candidats de gauche, ni même pour le parti socialiste dans sa totalité.

Cette attitude serait-elle le fait d'une confusion mentale, ou de la classique manoeuvre qui consiste à ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier ? Nous prétendons avoir été, par ces choix différents, en tous points fidèles à l'esprit monarchique des institutions de la V^e République : l'élection du président-arbitre prévu par la Constitution est tout autre chose que le soutien à un parti politique.

Faut-il en conclure que les royalistes rejettent ou condamnent tel parti, voire le système des partis ? Pas le moins du monde. Les partis politiques sont indispensables au bon fonctionnement de la démocratie, et les partis de gauche - radicaux, socialistes, communistes - représentent des traditions de pensée et de lutte qui entrent dans la définition politique de la France. Et cette identité ne serait pas complète s'il n'y avait, à droite, les traditions gaulliste et libérale. Les royalistes ne sont pas en compétition avec ces familles politiques : ils souhaitent que les principes fondamentaux de l'unité du pays et de la continuité de l'État soient garantis et incarnés ; ceci posé, la diversité des forces politiques est pour eux un bienfait.

Mais la gauche, tout de même ! Ne rassemble-t-elle pas dans ses composantes tous les héritiers de la Révolution française ? Certes, mais la droite libérale se réfère à l'héritage de 1789, et le gaullisme s'est fondé sur la défense nationale. Pour notre part, nous nous souvenons que le comte de Paris n'a cessé de dire qu'il fallait assumer la période révolutionnaire au lieu d'y puiser des ferments de guerre civile.

Mais s'inscrire dans le mouvement de l'histoire ne signifie pas qu'on accepte de s'y perdre. Et reconnaître l'authenticité et la nécessité d'une famille politique ne signifie pas qu'on adhère à l'ensemble de ses principes. Tel est le cas en ce qui concerne la droite : le libéralisme actuel est trop hostile à l'État, garant de la justice sociale, pour que nous puissions nous y fier ; et le chiraquisme confond par trop le pouvoir et le parti dominant...

Mais nous ne saurions, même par rejet, nous inscrire dans la tradition de la gauche. Pourquoi ? Tout simplement parce que la gauche, toutes tendances confondues, récuse ce que nous tenons pour essentiel : l'indépendance de l'État, l'autonomie du pouvoir politique, c'est-à-dire ce qui rend possible la justice et la liberté. Otez l'arbitrage de l'État, ôtez la médiation politique et vous avez les dérives totalitaires qui marqué cruellement notre siècle. On comprend que la gauche soit mal à l'aise, lorsqu'elle conquiert le pouvoir : elle en a besoin pour réaliser son projet, mais elle s'en méfie trop pour l'exercer pleinement.

La question du pouvoir politique en tant que tel est le point crucial qui nous sépare de la gauche, en théorie mais aussi dans la pratique maladroite ou aveugle qui en résulte. Conclusion : nous ne sommes pas des « royalistes de gauche », tant il est vrai que la tradition royale garantit l'indépendance d'un État que la gauche voudrait abolir.

Mais les citoyens engagés que nous sommes ne sauraient s'en tenir à cette dénégation. La gauche n'est pas exclue du dialogue que nous avons avec toutes les familles politiques du pays. Et, dès lors que les divergences de fond sont clairement établies, nous pouvons, sans aucun complexe, retrouver la gauche dans son souci de justice sociale et participer avec elle au combat pour la défense des droits de l'homme, dont aucune famille politique ne peut être exclue.

N.A.R.

OFFRE SPÉCIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Si ce journal vous a intéressé, vous pouvez bénéficier de notre offre exceptionnelle sans engagement de votre part. Pour 100 F seulement (au lieu de 254 F) vous pouvez recevoir : un abonnement d'essai de trois mois, un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris, un livre de B. Renouvin présentant les idées de la N.A.R., une brochure « Connaissez-vous les royalistes aujourd'hui ? » et une documentation complète sur la NAR et ses publications.

Nom/Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire bénéficier sans engagement de ma part de l'offre exceptionnelle et verse pour cela la somme de 100 F. Bulletin à retourner accompagné du règlement à :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

royaliste ♦

SOMMAIRE : p.2 : Pourquoi la gauche a-t-elle perdu ? - p.3 : La France face à ses étrangers - p.4 : Et si Balladur était mou ? - p.5 : Banlieue, chômage et responsabilité - p.6 : La fin de l'Europe - p.7 : Contre le fondamentalisme écologiste - p.8/9 : Michel Winock : « Pourquoi je suis républicain » - p.10 : Réponse à Michel Winock - p.11 : Tribulations républicaines - p.12 : Parole de Roi - p.13 : Les monarchies traversent-elles une crise d'identité ? - p.14 : La guerre de Vendée est terminée - p.15 : Qui sommes-nous ? - p.16 : La gauche et nous.

REDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Téléphone : (1) 42.97.42.57

Dir. de la publication : Yvan AUMONT

Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Diffusion NMPP - Imprimé en France